



POLICE FEDERALE PRIVATISATION du NETTOYAGE des LOCAUX: SYPOL.BE dit **NON !**

Désastre au niveau social, de la sécurité et de l'organisation!

SYPOL.BE dénonce cette décision abusive de privatisation du service public en période dite d'affaires courantes!

La ministre de tutelle se réfugie derrière la période des affaires courantes pour priver les policiers de leurs droits (notamment ds le cadre du dossier Copernic des opérationnels), mais elle envisage cependant de tenter de supprimer une catégorie, la plus faible: celle de nos collègues contractuels, techniciens et techniciennes de surface.

Les instigateurs de cette politique sont sans doute encore ceux qui, voici quelques semaines, ont terni l'image de tous les policiers en les faisant passer pour des chasseurs de primes, des profiteurs.

L'objectif unique est de sabrer dans les budgets, au mépris d'une bonne gestion des ressources humaines et de l'opérationnalité.

Ce que nos collègues font bien et à la satisfaction de tous, serait ainsi réalisé par le secteur privé, au plus grand profit de celui-ci.

Chaque organisation syndicale se doit de mettre un veto absolu et immédiat face à cette décision scandaleuse.

Il serait inadmissible d'accepter par avance cette privatisation (donc une perte d'emplois au sein de la police) même si l'autorité s'engage à veiller au reclassement de nos collègues.

Nous savons tous ce que vaut cette parole à l'heure actuelle: jamais elle n'est tenue!

La position du SYPOL.BE est claire et tranchée: c'est un **NON catégorique face à toute proposition de privatisation et de suppression des emplois de nos collègues du calog !**

Cette politique de privatisation du secteur public va à l'encontre du social et de l'humain, au préjudice de ceux qui, pour nous, sont des collègues à part entière et des partenaires incontournables.

Mais en outre, elle va à l'encontre de l'opérationnalité et de la sécurité.

L'entretien de nos bâtiments est réalisé par des collègues qui connaissent la spécificité de la Police, par des collègues que nous connaissons depuis de nombreuses années, qui se plient aux grandes particularités du fonctionnement policier, en qui nous avons totale confiance au niveau des aspects de la confidentialité, de la sécurité et de l'opérationnalité.

Ces critères sont manifestement inconnus de ceux qui nous dirigent. La police fédérale prétend organiser un test préalable dans un de ses bâtiments à Bruxelles, mais ce serait dans une unité non opérationnelle, ce qui enlèverait à ce test toute valeur.

Comme nous l'avons déjà déclaré à de maintes reprises, les pistes pour réaliser des économies sont légion au sein de la police fédérale; nous en avons proposé à nos ministres de tutelle, sans succès ni même réponse à ce jour.

Et par ailleurs une enquête judiciaire en cours porte déjà sur les relations plus que troubles entretenues entre certaines firmes privées et divers dirigeants de la police fédérale. Mais à nouveau il est plus facile de s'attaquer aux maigres droits des gens de la base.

E.LEBON
Secrétaire général

Axel POELS
Administrateur